

## **MARCHES PUBLICS DE SERVICES**

**Ministère de la Justice**

**Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris**

**Département du Budget et des Finances**

**Unité des Achats et des Marchés Publics**

**3, avenue de la Division Leclerc**

**B.P. 103**

**94267 FRESNES CEDEX**

**Tél: 01 88 28 70 00**

**MARCHE DE PRESTATIONS DE COORDINATION SPORTIVE A DESTINATION DES  
PERSONNES PLACEES SOUS MAIN DE JUSTICE (P.P.S.M.J)  
DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA DISP DE PARIS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES  
(C.C.T.P.)**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1. IDENTIFICATION ET DESCRIPTIF DU MARCHÉ :</b>	<b>3</b>
ARTICLE 1.1 OBJET DU MARCHÉ :	3
ARTICLE 1.2 OBJECTIF GÉNÉRAUX DU MARCHÉ :	3
1.2 LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ :	4
1.3 POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.4 DURÉE DU MARCHÉ .....	4
<b>ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESTATION .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3. ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE LA PRESTATION.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4. LA PRESTATION « ACTION DE COORDINATION SPORTIVE .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 4.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE :	5
Mise à disposition de coordinateurs sportifs pour couvrir les besoins :	6
Le recrutement des coordinateurs sportifs :	6
La gestion des absences :	6
ARTICLE 4.2 : MOYENS MIS A DISPOSITION PAR L'ÉTABLISSEMENT .....	7
ARTICLE 4.3 INSTANCES DE SUIVI DE COORDINATION.....	7
ARTICLE 4.4 MISSIONS DU COORDINATEUR SPORTIF .....	8
Missions générales :	8
ARTICLE 4.5 REPARTITION DES ETP PAR DÉPARTEMENTS/EP (CHIFFRES AU 19 MAI 2025) .....	10
<b>ARTICLE 5 : LES « ACTIONS SPORTIVES » FINANCÉES DANS LE CADRE DU PRESENT MARCHÉ.....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 5.1 DÉFINITION D' ACTIONS SPORTIVES :	11
ARTICLE 5.2 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE/PARTENARIATS ET FINANCEMENTS DES ACTIONS :	11
ARTICLE 5.3 Moyens mis à disposition par l'EP et contraintes liées au cadre d'intervention :	12

## **Présentation des sigles**

A.P : Administration Pénitentiaire

D.I.S.P : Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires

D.P.I.P.P.R : Département des Politiques d'Insertion, de Probation et de Prévention de la Récidive

E.P : Etablissements Pénitentiaires

C.E : Chef d'Etablissement

D.S.P : Directeur des Services Pénitentiaires

M.D.S : Moniteurs de Sport

S.P.I.P : Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation.

P.P.S.M.J : Personnes placées sous-main de justice

## **ARTICLE 1. IDENTIFICATION ET DESCRIPTIF DU MARCHE :**

### **ARTICLE 1.1 OBJET DU MARCHE :**

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestation de coordination sportive à destination des personnes placées sous-main de justice (P.P.S.M.J) dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (D.I.S.P) de Paris.

**Le Titulaire s'engage à effectuer les prestations demandées en vue d'atteindre les objectifs définis dans le présent CCTP, en conformité avec les exigences légales et réglementaires.**

### **ARTICLE 1.2 OBJECTIF GENERAUX DU MARCHE :**

Le présent marché a pour finalité la mise à disposition de coordinateurs sportifs et l'intervention d'associations extérieures à l'Administration Pénitentiaire. Ces interventions viennent en complément de l'action quotidienne des équipes des Moniteurs de Sport. L'objectif consiste à augmenter l'offre sportive en détention et diversifier les disciplines sportives pratiquées dans les établissements franciliens, avec un accent mis sur la pédagogie et l'inclusivité, pour des publics majoritairement hommes majeurs, mais pouvant aussi être des femmes ou des mineurs.

De fait, la pratique sportive en détention est présente dans les textes depuis 1949 en tant que « *culture physique* » mais c'est à partir de 1954 que le sport a commencé à être considéré, comme vecteur et outil de réinsertion.

La pratique sportive est désormais intégrée aux actions de réinsertion et de prévention de la récidive, au même titre que l'accès à la culture, au travail et à la formation professionnelle.

Le sport figure, notamment dans le Référentiel des Pratiques Opérationnelles (RPO) des SPIP, comme outil d'accompagnement et de développement des habiletés sociales. De plus « l'exercice physique » est également dûment détaillé dans l'article 27 des règles pénitentiaires européennes, ratifiées le 11 janvier 2006.

Par ailleurs et depuis 2021, le Ministère de la Justice et le Ministère des Sports sont signataires du Protocole Sport Justice qui décline la politique sportive commune des deux ministères auprès du public placé sous-main de justice.

« Poursuivre cette finalité nécessite de proposer une offre d'activités physiques et sportives diversifiée pour toucher le plus grand nombre de PPSMJ et ainsi répondre à l'attente individuelle du pratiquant. Cette finalité occupationnelle et éducationnelle justifie dès lors que les ministères de la justice et des sports portent une politique volontariste d'amélioration d'accès aux activités physiques et sportives pour les PPSMJ. » (II.1.A Protocole Sport Justice).

## **1.2 LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE :**

Le marché est constitué d'un lot unique. La liste des établissements concernés par ce marché se trouve ci-dessous.

### **Liste des établissements concernés par ce marché de coordination sportive.**

75 : CP PARIS LA SANTE

77 : CD MELUN, CSL MELUN, CP MEAUX (dont la SAS), CP SUD FRANCILIEN REAU

78 : CP BOIS D'ARCY, MAF VERSAILLES, MC POISSY

91 : CP FLEURY MEROGIS, CSL CORBEIL

92 : CP HAUTS DE SEINE

93 ; CP SEINE SAINT DENIS (dont la SAS de Noisy le Grand), CSL GAGNY

94 : CP FRESNES

95 : CP OSNY PONTOISE (dont la SAS d'OSNY PONTOISE)

## **1.3 POUVOIR ADJUDICATEUR**

Le pouvoir adjudicateur par délégation sera la DISP de Paris.

## **1.4 DUREE DU MARCHE**

Le présent marché est conclu pour une durée initiale ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Conformément à l'article R 2112-4 du code de la commande publique, le marché est renouvelable deux (2) fois à sa date d'anniversaire, par période d'un an, par tacite reconduction, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) ans. Le Titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction. Le démarrage des prestations aura lieu à la date de notification du marché.

## **ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESTATION**

La prestation attendue comprend :

- La mise à disposition de coordinateurs sportifs pour travailler à la mise en place d'interventions sportives, la recherche partenariale et de subventions, ainsi que le suivi, notamment administratif, de la mise en œuvre de ces actions.
- La programmation, le financement et la mise en œuvre d'actions concernant des « interventions sportives » dans le cadre du présent marché.

## **ARTICLE 3. ORIENTATIONS GENERALES DE LA PRESTATION**

L'action sportive participe à la mission de préservation de la santé et de l'intégrité physique des PPSMJ confiées à l'Administration Pénitentiaire. Le sport est également un levier majeur dans un processus global de prévention de la récidive et de réinsertion au même titre que l'ensemble des dispositifs existants, tels ceux liés à la culture, à l'enseignement, à la formation professionnelle et au travail.

C'est dans ce cadre que les établissements pénitentiaires, grâce au pilotage de leur direction et à travers l'action quotidienne des moniteurs de sport, mettent en place une programmation sportive pour les personnes placées sous-main de justice. Le public visé étant celui des personnes détenues du ressort francilien : Hommes Majeurs, Femmes Majeures, Mineurs (Hommes et Femmes).

Le présent marché vient compléter l'action quotidienne des moniteurs de sport. Cette programmation supplémentaire doit s'appuyer sur un réseau partenarial de proximité et a pour objectif de diversifier l'offre sportive en détention au plus proche de ce qu'elle est à l'extérieur.

L'action de la coordination sportive doit permettre aux personnes suivies de bénéficier de l'intervention d'éducateurs spécialistes qualifiés.

Les coordinateurs sportifs veillent à ce que les programmations sportives élaborées par les programmations soient variées, tant au niveau des objectifs visés que des disciplines pratiquées telles que les sports d'adresse, de balle, de ballon, de contact, de force ou de raquettes, les sports artistiques et les activités physiques adaptées ou douces. Ces programmations devront se fonder sur les caractéristiques des territoires sur lesquels sont implantés les établissements pénitentiaires franciliens et celles de la population pénale visée.

## **ARTICLE 4. LA PRESTATION « ACTION DE COORDINATION SPORTIVE**

### **ARTICLE 4.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE :**

Les obligations du titulaire comprennent :

- ➔ La Mise à disposition de coordinateurs sportifs pour couvrir les besoins
- ➔ Le recrutement des coordinateurs sportifs
- ➔ La gestion des absences

### **Mise à disposition de coordinateurs sportifs pour couvrir les besoins :**

Le nombre de personnels attendu est exprimé à l'article 8 du présent C.C.T.P et doit être scrupuleusement respecté. Chaque coordinateur sportif pourra intervenir dans 1 ou plusieurs EP correspondant au(x) département(s) sur le(s)quel(s) il sera affecté. Il sera en lien étroit avec la DISP de Paris/DPIPPR, direction de tutelle, et placé sous la responsabilité du/des CE compétents ou leur représentant sur leur(s) établissement(s) pénitentiaire(s). Sur site, il devra aussi être en lien avec les différents acteurs pénitentiaires et sportifs intervenant dans le cadre des actions. Ils se devront de respecter les règles et consignes de sécurités inhérentes à tous les établissements pénitentiaires.

### **Le recrutement des coordinateurs sportifs :**

Les candidats aux postes de coordinateurs sportifs devront présenter et développer les compétences correspondantes aux missions qui leur sont dévolues (voir fiche de poste en annexe 7). Les curriculums vitae et lettres de motivation des personnels éligibles aux missions de coordination sportive pourront être transmis avec l'offre présentée. Sur ces personnels, il est attendu de préférence un Bac+3 avec une expérience dans la gestion de projets sportifs.

Lors du recrutement, le titulaire doit s'assurer de la production effective du diplôme attendu ainsi que de l'existence d'un casier judiciaire volet 2 vierge des candidats présentés.

Dans le cadre du recrutement à venir, le titulaire peut envisager en opportunité, la reprise des coordinateurs, déjà en poste au sein d'établissements pénitentiaires franciliens.

Le recrutement final s'effectue au cours d'un entretien de sélection en présence de représentants de la DISP, de l'établissement et du titulaire.

Le mémoire technique fourni devra préciser les moyens mis en œuvre pour entretenir le niveau de compétence des personnels mis à disposition de l'administration pénitentiaire.

Le titulaire mettra en œuvre la formation de ses personnels affectés dans les établissements pénitentiaires, selon les objectifs définis lors des réunions du comité de pilotage et les besoins repérés chez les agents.

### **La gestion des absences :**

Le titulaire doit prévoir un dispositif visant à pallier rapidement les absences de plus de 30 jours de ses personnels. Dans ce cas, il doit procéder dans un délai maximum de trente (30) jours, au remplacement du coordinateur sportif absent, dans les mêmes conditions d'exercice, au risque de se voir appliquer une pénalité.

Il procède, en cas de démission, fin de contrat ou de licenciement, à la pré-sélection de nouveaux candidats et en fournit la liste à la DISP de Paris

#### ARTICLE 4.2 : MOYENS MIS A DISPOSITION PAR L'ETABLISSEMENT

L'EP met à disposition du coordinateur sportif, un bureau en zone administrative avec les fournitures nécessaires à l'exécution de la prestation (notamment avec la mise à disposition d'une ligne fixe et connexion internet). Les fournitures d'énergie électrique, d'eau, etc. sont assurées par la personne publique.

Les autorisations d'entrée sur l'établissement sont délivrées par le Chef d'établissement, à condition de respecter les contraintes sécuritaires et de disposer d'un casier B2 vierge.

Des espaces de rangement et de stockage du matériel destinés aux activités peuvent être mis à la disposition du titulaire, à titre gratuit sur chaque site, en fonction des possibilités bâtementaires et logistiques. Le titulaire est alors tenu de maintenir ces espaces et équipements en bon état de propreté et de fonctionnement se conformant également aux consignes de sécurité de l'établissement. En fin de marché ou après chaque activité, les lieux et les équipements utilisés par les intervenants du titulaire doivent être laissés en bon état.

La recherche de personnes détenues participantes aux activités s'effectue, par les moyens usuels en détention, soit au moyen d'affichages, canal vidéo interne ou relais par les professionnels (détention et SPIP). Les candidatures des PPSMJ aux activités proposées permettent d'établir une liste nominative de participants, sous couvert d'une validation par l'établissement. Le titulaire se conforme, par la suite, au choix de l'administration pénitentiaire.

Un ordinateur et un téléphone portable seront remis à chaque coordinateur, à seule fin d'utilisation dans le cadre professionnel. Ceux-ci seront restitués en fin de marché ou en cas de départ anticipé du coordinateur sportif.

Chaque coordinateur dispose au sein de chaque établissement d'un interlocuteur dédié et privilégié, représentant la Direction de l'EP et, sauf contrainte RH, ayant la qualité de DSP.

Il est placé sous la responsabilité du DSP.

#### ARTICLE 4.3 INSTANCES DE SUIVI DE COORDINATION.

La mise à disposition de coordinateur sportif réalisée par le titulaire s'exécute au sein de la détention des établissements pénitentiaires d'Île de France.

Le titulaire désigne une personne référente au niveau régional assurant la supervision des coordinateurs sportifs du ressort, en lien étroit avec le référent sportif de la DISP.

COPIL Interrégional : A ce titre, le titulaire s'engage à réunir, *a minima* 2 fois par an, l'ensemble des coordinateurs sportifs, en présence du référent sport de la DISP de Paris. Ces réunions ont pour objectif d'évaluer le dispositif de coordination sportive, les actions mises en place par la coordination, d'échanger sur les bonnes pratiques professionnelles et d'harmoniser les pratiques et l'offre sportive, tout en tenant compte des initiatives et particularismes locaux. A l'issue de ces réunions, le titulaire doit transmettre à chacun des établissements et à la DISP de Paris un compte-rendu reprenant les points abordés et le plan d'action correctif.

Le titulaire conçoit et propose à l'Administration Pénitentiaire une méthodologie et des outils d'évaluation harmonisés des actions mises en place. Ces outils d'évaluation doivent tenir compte à la fois des dimensions quantitatives et qualitatives des actions mises en place.

COPIL Local : au sein de chaque établissement, le coordinateur sportif organise et anime, avec le DSP en charge du sport, un comité de pilotage semestriel qui suit, accompagne, évalue et améliore l'offre de programmation sportive en direction des PPSMJ. Les participants à ce COPIL seront, *a minima*, le coordinateur sportif, un représentant du titulaire, un représentant de la DISP/DPIPPR, un représentant de la direction de l'EP (idéalement chef d'établissement ou DSP en charge du sport).

En cas de blocage ou de difficultés récurrentes nécessitant une médiation immédiate, des réunions supplémentaires pourront être organisées, à la demande de l'EP, du titulaire ou de la DISP, en présence des acteurs précités.

#### **ARTICLE 4.4 MISSIONS DU COORDINATEUR SPORTIF**

Le coordinateur sportif développe et suit le dispositif d'actions sportives élaboré dans le cadre des protocoles (voir annexes). Il est rattaché structurellement aux établissements pénitentiaires, dans lequel il exerce ses fonctions (cf. Annexe 6).

La DISP et l'EP veillent à ce que les propositions des coordinateurs s'inscrivent dans les politiques d'insertion et soient adaptées à la population prise en charge par les services ainsi qu'aux caractéristiques du département et de l'établissement.

Sous l'autorité du chef d'établissement, et en tant qu'expert en matière sportive, le coordinateur assure les missions suivantes :

##### **Missions générales :**

- Il conçoit et met en œuvre, sous réserve de sa validation par le chef d'établissement, la programmation annuelle des activités sportives dans le cadre des protocoles (voir annexes).
- Il décline les orientations et objectifs thématiques énoncés chaque année par les services centraux (DAP) et régionaux (DISP) de l'Administration Pénitentiaire.
- Il développe et diversifie les actions sportives pilotées par l'administration pénitentiaire, notamment dans le cadre d'action(s) coconstruite(s) avec les moniteurs de sport de l'EP.
- Il organise des projets sportifs et socio-sportifs dans le cadre de la préparation à la sortie qui peuvent, notamment, conduire à des permissions de sortir collectives.
- Il met en place, en lien avec la DISP, des projets à dimension régionale, les adapte aux particularités locales et les intègre dans la programmation sportive de l'établissement.



- Il développe également des actions sportives à travers des actions transversales, en concertation avec les services et agents intervenants en EP et en charge de la culture, de l'éducation nationale, de la santé, du maintien des liens familiaux, etc.
- Il rédige et actualise des conventions de partenariats ou de prestation de service dans le cadre d'interventions sportives extérieures.
- Il met en œuvre les actions prévues dans les conventions DAP lorsque son établissement est choisi par la DISP pour les accueillir et se mobilise pour leur organisation opérationnelle.
- Il accueille, informe et accompagne les intervenants extérieurs et assure le lien entre intervenants, personnels pénitentiaires et personnes détenues, *a minima* lors des deux premières interventions du partenaire. Il doit également être présent lors de tous les événements ponctuels sportifs, organisés par ses soins sur son établissement d'affectation.
- Il prépare et suit l'aspect logistique de la mise en œuvre des actions (matériels, locaux, demandes de notes d'accès, diffusion de l'information aux personnes détenues et aux personnels pénitentiaires, invitation des partenaires externes et internes de l'AP) en lien avec les moniteurs de sport et le DSP en charge du sport.
- Il a en charge la conduite des bilans statistiques de ses activités ainsi que la gestion des remontées d'informations attendues par la DISP.
- Il entretient le lien et communique avec tous les acteurs concernés par le dispositif (traitement des courriers, courriels, accueil téléphonique, rencontres avec les partenaires et les personnels qu'il s'agisse de partenaires externes ou internes à l'AP/EP.
- Il fait remonter à l'établissement et à la DISP les informations inhérentes aux demandes de communication émanant des partenaires sportifs ou de journalistes.
- Il ne manque pas de signaler en temps réel toute difficulté ou incident, portée à sa connaissance, par écrit, à son interlocuteur dédié au sein de l'établissement.

#### **Participation aux réunions :**

- Il participe aux réunions de service organisées par l'EP lorsqu'elles sont relatives à l'actualité sportive ou socio-sportive, y compris avec des partenaires et institutions extérieures.
- Il assiste aux réunions thématiques sur l'action sportive en milieu pénitentiaire organisées à l'échelle locale ou régionale.

#### **Rédaction de bilans à transmettre à l'établissement et à la DISP de Paris :**

- Il établit des bilans par discipline pratiquée et s'assure que l'intervenant fournisse lui aussi un bilan à l'issue de l'activité qu'il anime, et, si besoin, des bilans intermédiaires.
- Il établit un bilan semestriel d'activités sportives de son/ses site(s) et propose à l'établissement et à la DISP de nouveaux objectifs.

### Développement des actions partenariales et gestion budgétaire :

- Il recense les ressources existantes et aide au développement des partenariats socio-sportifs de qualité, en conformité avec les missions de la DISP en matière de réinsertion et de prévention de la récidive.
- Il propose et conçoit avec les partenaires des projets adaptés au public pris en charge, tout en veillant à ce que ces actions correspondent à l'offre sportive que l'on trouve en milieu ordinaire. Le choix des actions mises en place devra tenir compte des évolutions sportives, technologiques et sociétales.
- Il aide l'EP à sélectionner les projets émanant de partenaires potentiels
- Il recherche des fonds supplémentaires au budget « Actions sportives » de ce marché public, notamment au sein d'appels à projets émanant de partenaires publics ou privés.

### ARTICLE 4.5 REPARTITION DES ETP PAR DEPARTEMENTS/EP (CHIFFRES AU 19 MAI 2025) :

**Total 7 ETP sur ce marché**, sachant qu'un ETP correspond à 36 heures de travail par semaine.

75 : pas de coordinateur : 77 : 1 ETP / 78 : 1 ETP / 91 : 1 ETP / 92 : 0,5 ETP / 93 : 0,5 ETP / 94 : 0,75 ETP / 95 : 0,5 ETP

Départements	Etablissements concernés	Nombre d'ETP
<b>75 + 92</b>	CP Paris la Santé CP Hauts de Seine	<b>1 (0.5+0.5)</b>
<b>77</b>	CD Melun, CSL Melun CP Meaux CP Sud Francilien Réau	<b>1 (0.33+0.33+0.33)</b>
<b>78</b>	MAF Versailles CP Bois D'Arcy MC Poissy	<b>1 (0.33+0.33+0.33)</b>
<b>91</b>	CP Fleury Méréogis CSL Corbeil	<b>2 (1 coordinateur, 1 assistant)</b>
<b>93</b>	CP Seine Saint Denis CSL Gagny	<b>0.5*</b>
<b>94</b>	CP Fresnes	<b>1</b>
<b>95</b>	CP Osny Pontoise	<b>0.5</b>

**Nota : Un avenant au marché pourra être rédigé à l'ouverture du futur établissement pénitentiaire qui sera situé à Tremblay.**

## **ARTICLE 5 : LES « ACTIONS SPORTIVES » FINANCEES DANS LE CADRE DU PRESENT MARCHÉ.**

### **ARTICLE 5.1 DEFINITION D'ACTIONES SPORTIVES :**

Dans le cadre du présent marché, nous pouvons distinguer deux types d'actions relevant de la coordination sportive :

- Premièrement, les actions régulières sont des actions de sensibilisation, d'initiation ou d'entraînement sportif aguerries qui ont lieu fréquemment en détention sur une période donnée. Il n'y a pas de récurrence obligatoire concernant ce type d'action. Cependant, il s'agit le plus souvent d'actions hebdomadaires. La durée de ces cycles d'actions et le nombre de séances peuvent varier de quelques semaines à plusieurs mois.
- Le deuxième type d'action s'apparente à des événements sportifs ponctuels/exceptionnels pilotés au sein de l'EP par le coordinateur et le DSP en charge du sport. Ces actions, qui se déroulent sur une demi-journée, un jour ou quelques jours, ne poursuivent pas d'objectif de régularité ou de pérennisation dans la programmation sportive. Ces événements sont souvent liés à des temps forts sportifs extérieurs à la détention (Sidaction, Téléthon, Sentez Vous Sport ou la Semaine Olympique par exemple).

Ces deux types d'actions peuvent avoir pour objectif de toucher tous les publics détenus, mais peuvent aussi cibler des publics spécifiques (exemple du sport adapté à destination des séniors).

Les disciplines pratiquées peuvent être individuelles ou collectives et doivent être adaptées suivant les publics et les objectifs pédagogiques ciblés. Elles doivent également être adaptées au contexte local (infrastructures, ressources RH et matériel sportif).

Les coordinateurs pilotent des actions sportives, qu'ils sont encouragés à lier à des thématiques sociales et éducatives développées par d'autres services de l'établissement (culture, scolaire, santé, travail...).

### **ARTICLE 5.2 ENGAGEMENTS DU TITULAIRE/PARTENARIATS ET FINANCEMENTS DES ACTIONS :**

**Le titulaire est chargé de présenter un budget concernant la mise en place d'a minima 200 actions (pérennes ou ponctuelles) sur l'ensemble du territoire francilien et adapté aux publics présents au sein du ressort de la DISP.**

Le titulaire accompagne les coordinateurs dans la recherche de financements complémentaires à ceux alloués par ce marché aux fins d'actions à destination des PPSMJ.

Le titulaire propose de nouveaux partenaires sportifs dans le cadre des orientations définies sur le département et la région. Ces partenaires doivent être prioritairement des professionnels

du domaine sportif, particulièrement implantés dans le tissu associatif local. Les coordinateurs sportifs seront ainsi chargés de trouver de nouveaux intervenants répondant aux objectifs retenus lors des comités de pilotage semestriels.

Cette recherche de financements complémentaires et de partenaires sportifs s'accompagne de la mise à disposition d'outils d'analyse, de tableaux de bord de suivi de financement et de partenariat afin de répondre au plus près aux besoins inhérents à la programmation au sein des EP franciliens.

### **ARTICLE 5.3 Moyens mis à disposition par l'EP et contraintes liées au cadre d'intervention :**

Les coordinateurs ont accès aux infrastructures sportives présentes sur les établissements sur lesquels ils interviennent. Ces infrastructures peuvent être variées (gymnase, terrain extérieur, salle polyvalente, salle de musculation) et peuvent être différentes suivant les établissements. Le coordinateur sportif devra faire preuve d'adaptation par rapport aux infrastructures proposées sur l'EP mais également par rapport à leur utilisation par d'autres services de l'établissement (par exemple les séances des moniteurs de sport, le scolaire ou les actions de la coordination culturelle de l'établissement).

Toute entrée de matériel en détention devra faire l'objet d'une validation par la direction de l'établissement. Le coordinateur sportif devra donc prévenir le plus en amont possible de l'événement, du matériel entrant dans l'établissement pour l'action.

Tout nouvel intervenant, qu'il vienne de manière régulière ou ponctuelle, devra faire l'objet d'une autorisation d'entrée de la part de l'établissement. Pour se faire, les coordinateurs devront réaliser une demande d'autorisation d'entrée, en joignant notamment une pièce d'identité de l'intervenant, et ce *a minima* une semaine avant l'action.

<b>ANNEXES</b>
----------------

➔ Annexe N°1 au CCTP : **TEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

➔ Annexe N°2 au CCTP : **FICHE DE POSTE TYPE DES COORDINATEURS SPORTIFS**